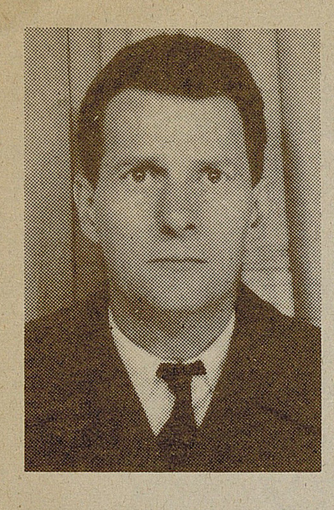


ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU 

MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

AUBE

Jean-Pierre Barrois

(40 ans, professeur d'anglais)

Dans l'Aube, que faire ? En 1981, nous avons confié le pouvoir à une majorité du PS et du PCF pour en finir avec la politique anti-sociale de la droite. Cinq ans après, nos aspirations n'ont pas été satisfaites.

Emploi : en 1981, nous voulions : moins de chômage. Nous venions de subir les plans de restructuration de la bonneterie avec 6 000 emplois supprimés en dix ans et le cortège de fermetures d'entreprises : Monchauffée, Martin, Harcourt, Fram, Esba...

Nous avons eu : plus de chômage.

Les députés du PS et du PCF ont voté des milliards de subventions aux chefs d'entreprises. Résultat : officiellement 14 000 chômeurs (10,8 %), des fermetures d'entreprises : Fenwick, Cofara, Stam, Cayroll..., des dizaines d'ateliers qui, faute de travail, ont dû fermer.

On nous annonce : encore plus de chômage ! Au nom de la modernisation, la bonneterie s'est vue alléger les charges sociales, ce dont M. Pallencher (UDF) se félicite dans « Aube Contact ». Résultat : 200 suppressions d'emplois annoncées chez Devanlay, 40 chez Vitos, 100 chez Petit-Bateau, 80 chez Absorba...

CONTRE LE DÉSORDRE CAPITALISTE, POUR LE DROIT AU TRAVAIL, AVEC LE MPPT !

Conditions de travail : en 1981, nous voulions plus de droits. Dans les ateliers de confection, de sous-traitance mécanique, les petites entreprises du bâtiment, nous voulions que la loi nous garantisse des conditions de travail décentes et plus de stabilité dans notre emploi.

Nous avons eu : moins de droits. Les députés du PS et du PCF ont voté les lois Auroux. Résultat : l'entreprise Fortier à Arcis-Sur-Aube ne garantit plus 39 heures de travail par semaine et fait varier l'horaire hebdomadaire au gré des besoins de la production. Les cycles Peugeot à Romilly imposent 45 heures hebdomadaires en janvier 1986.

On nous annonce : encore moins de droits. Comme M. Taddei, député PS, M. Pallencher (UDF) demande que la collectivité finance « la flexibilité des salaires et du temps de travail ». Conséquences de cette déréglementation : avec le caractère saisonnier de la bonneterie : risque de travail de nuit pour les femmes ; développement des salaires aux pièces ; dans le commerce, travail le dimanche pour les employés et les petits commerçants.

POUR LA DÉFENSE DU CODE DU TRAVAIL ET DES DROITS ACQUIS, AVEC LE MPPT !

Instruction publique : en 1981, nous voulions une école laïque de qualité. Nous voulions que notre retard qui fait de l'Aube l'un des derniers en pourcentage de jeunes qualifiés soit comblé.

Nous avons eu : la dégradation matérielle de l'école. M. Savary déclarait qu'il aurait pu abroger les lois qui permettent le financement des écoles privées « en une nuit ». Il ne l'a pas fait. Résultat : des milliards de francs pour les écoles confessionnelles, des dizaines de fermetures de classes dans l'Aube.

On nous annonce : encore moins d'instruction. Les lois de décentralisation de M. Le Pors (PCF) s'appliquent à l'Education nationale. Résultat : le conseil général estime à l'unanimité (PS et PCF inclus) que *« certaines formations trop poussées deviennent caduques », « Les créations de filières devront répondre aux besoins réels des entreprises. »*

POUR L'ÉCOLE LAÏQUE, SEULE ECOLE DE LA RÉPUBLIQUE, AVEC LE MPPT !

Les députés du PS et du PCF se sont servis du pouvoir que nous leur avions confié contre nos intérêts. Ils ont poursuivi les réformes anti-sociales des gouvernements successifs de la Ve République.

Que faire ? Nous sommes nombreux à nous poser cette question. C'est pourquoi des laïques, des syndicalistes et des démocrates se sont regroupés dans notre département dans le but de construire un nouveau parti : **le Mouvement pour un Parti des Travailleurs.**

Notre objectif : rassembler celles et ceux qui refusent la politique de droite menée par le PS et le PCF, pour reconstituer une nouvelle représentation ouvrière et populaire.

Nous vous appelons à vous rassembler autour de la liste du MPPT pour la reconstruction d'un parti ouvrier authentique

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR JEAN-PIERRE BARROIS

Jean-Pierre BARROIS, 40 ans, professeur d'anglais • **Christophe RUBINI**, 29 ans, professeur de dessin d'art • **Jean-Jacques GUIPONT**, 28 ans, employé • **Maria BERNAUD**, 26 ans, institutrice • **Gérard BLANCHARD**, 43 ans, chômeur.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.

Vu les candidats.

Imp. PIE



LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs**. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité** : les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57